

BUSINESS

M A G I N E

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE



SÉCURITÉ PRIVÉE
LES OPÉRATEURS
JOUENT À FOND
LA CARTE DE
L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE

**STRATÉGIES
ÉCONOMIQUES**

SBM INSIGHTS
RECOMMANDE UN
PLAN DE RÉFORMES
EN SEPT VOILETS

**GUERRE
COMMERCIALE
DE TRUMP**

ENTRE MENACES ET
OPPORTUNITÉS

OLIVIER CHAVY
(CEO DE THE LUX COLLECTIVE)

«IL FAUT DIVERSIFIER LES LEVIERS DE CROISSANCE DU TOURISME»

FINANCES PUBLIQUES

LE LOURD ENDETTEMENT DES
CORPS PARAPUBLICS ET SPV
APPELLE À DES MESURES
DRACONIENNES



LE MAGAZINE
LIFESTYLE
EN SUPPLÉMENT





LE RENOUVELLEMENT DE L'AGOA POURRAIT OFFRIR UN AVANTAGE COMPÉTITIF À MAURICE



AMÉDÉE DARGA (DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STRACONSULT ABDS)



GANESSEN CHINNAPEN (ÉCONOMISTE SPÉCIALISÉ EN DÉVELOPPEMENT ET FINANCE INTERNATIONALE)



PAUL BAKER (PRÉSIDENT D'INTERNATIONAL ECONOMICS CONSULTING GROUP ET DE L'AFRICA TRADE FOUNDATION)



SAMEER SHARMA (EXPERT EN INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS)

GUERRE COMMERCIALE DE TRUMP ENTRE MENACES ET OPPORTUNITÉS

L'OFFENSIVE PROTECTIONNISTE MENÉE PAR DONALD TRUMP BOULEVERSE L'ÉCONOMIE MONDIALE. LA MULTIPLICATION DES TAXES DOUANIÈRES, LES TENSIONS DIPLOMATIQUES ACCRUES ET LE RENFORCEMENT DU DOLLAR MODIFIENT LES ÉQUILIBRES EXISTANTS. MAURICE POURRAIT EN SUBIR LES CONSÉQUENCES, NOTAMMENT À TRAVERS UNE AUGMENTATION DU COÛT DES IMPORTATIONS, UNE PRESSION SUR LA ROUPIE ET UN CLIMAT ÉCONOMIQUE INCERTAIN. MAIS L'AFFAIBLISSEMENT DES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS POURRAIT PROFITER À L'ÉCONOMIE MAURICIENNE.

ASHLEY EMILIE

À peine un mois après son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump joue des coudes sur l'échiquier mondial. Il dérègle la boussole diplomatique en déclenchant une guerre commerciale contre la Chine, le Mexique et le Canada, tandis que l'Europe pourrait suivre. Les États-Unis imposent une hausse de 10 % des droits de douane sur l'ensemble des produits importés de Chine. Pékin réplique immédiatement avec des taxes de 15 % sur le charbon et le gaz naturel liquéfié et de 10 % sur le pétrole, les machines agricoles et les véhicules. Face aux taxes américaines de 25 %, le Mexique et le Canada parviennent à un accord suspendant temporairement ces mesures, en échange de garanties offertes à Trump, notamment sur le contrôle du trafic de fentanyl.

À n'en point douter, ces tensions internationales ont des répercussions sur Maurice. Paul Baker, président d'International Economics Consulting

Group et de l'Africa Trade Foundation, souligne l'incertitude engendrée par ces mesures protectionnistes. Selon lui, elles incitent de nombreux acteurs économiques à revoir leur dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondiales. «Une petite économie comme Maurice, sans réel poids dans les négociations, reste vulnérable face à ces changements. Toutefois, le pays n'étant pas une cible directe de ces représailles commerciales, l'impact immédiat devrait être limité. À plus long terme, en revanche, la tendance au rapatriement des activités industrielles pourrait avoir des conséquences significatives pour Maurice, dont l'économie repose largement sur le commerce», soutient-il.

Sameer Sharma partage cette analyse. L'expert en investissements alternatifs estime que la fragmentation croissante des chaînes d'approvisionnement mondiales, alimentée par des politiques protectionnistes, entraînera une baisse de la pro-

ductivité et une hausse des prix. À court et moyen termes, l'inflation touchera les pays imposant des tarifs douaniers, mais une accumulation d'inventus pourrait paradoxalement créer une pression à la baisse sur certains prix, notamment pour ceux qui sauront tirer parti de ces situations. Concernant les investissements directs étrangers dans les marchés émergents, la solidité du dollar et de l'économie américaine attire davantage de capitaux vers les États-Unis, ce qui fragilise les actifs des économies en développement. Toutefois, il rappelle que l'investissement étranger à Maurice repose principalement sur la vente de villas plutôt que sur les marchés financiers ou les secteurs productifs. À moins d'un choc économique mondial majeur, cette tendance ne devrait pas être profondément affectée.

Pour sa part, Amédée Darga, directeur général de Straconsult ABDS, estime que la po-

litique protectionniste de Trump pourrait être une opportunité pour Maurice si l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) est renouvelée. Ce dispositif, qui facilite l'accès des produits africains au marché américain, pourrait attirer des investisseurs vers le secteur manufacturier mauricien au-delà du textile et de l'habillement. Actuellement, seules quatre entreprises mauriciennes exportent vers les États-Unis via l'AGOA. Amédée Darga espère que Trump ne remettra pas en cause cet accord.

DES OPPORTUNITÉS À SAISIR

Ganessen Chinnapen, économiste spécialisé en développement et finance internationale, abonde dans ce sens. Il rappelle que l'AGOA est un pilier des relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique, offrant aux pays africains un accès en franchise de droits au marché américain. Maurice a su en tirer parti, notamment pour ses exportations de textile et de produits de la mer, qui ont atteint 285 millions de dollars en 2022. Il espère que l'administration Trump prêterait attention à la reconduction de l'accord, dont l'échéance approche.

Les représailles commerciales risquent-elles de provoquer une flambée des prix et d'éroder le pouvoir d'achat ? «Le danger est réel. Je redoute une nouvelle distorsion des prix liée aux tensions commerciales, avec des effets négatifs sur l'économie mauricienne, tant au niveau des importations que des exportations. Je plaide pour une transformation économique en profondeur, en misant sur la production locale, en soutenant la consommation nationale et en développant une stratégie de substitution des importations. Une telle approche permettrait de réduire la

dépendance aux importations et de renforcer la création de valeur locale. J'insiste aussi sur la nécessité d'une réforme structurelle pour asseoir la solidité de la roupie mauricienne ; celle-ci ne pourra pas se renforcer uniquement par des ajustements monétaires de la Banque de Maurice», indique Ganessen Chinnapen.

Sameer Sharma nuance toutefois cette crainte d'une envolée des prix. Selon lui, une guerre commerciale mondiale ne conduira pas nécessairement à une hausse des prix des matières premières, à moins que Maurice n'impose des tarifs douaniers, ce qui est peu probable. Au contraire, la baisse de la demande américaine pour certains produits pourrait entraîner une accumulation d'inventures, notamment en Chine et en Europe. Maurice pourrait alors tirer parti de cette situation en négociant des prix plus avantageux sur ces biens.

Paul Baker met en garde contre les effets à long terme de ces conflits commerciaux. Selon lui, la contraction des marchés et le besoin de relocaliser certaines activités auront des conséquences durables. «Les chaînes d'approvisionnement se raccourciront et les comportements évolueront. L'exemple de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), sur laquelle Maurice fonde beaucoup d'espoir pour renforcer son rôle économique en Afrique. L'attitude des États-Unis met en lumière les failles de ces accords, où une puissance dominante peut contourner les normes et exercer une pression sur ses partenaires. De nombreux pays africains pourraient s'en inspirer, ce qui pourrait fragiliser la stabilité des échanges commerciaux et des accords régionaux. Maurice, qui repose sur des traités justes et transparents, doit rester attentive à ces évolutions», observe-t-il.



RELEVEMENT DU KEY RATE : UNE DÉCISION PRÉCIPITÉE ?

Pour stabiliser la roupie, la Banque de Maurice a relevé son taux directeur à 4,5 %. Cette décision est-elle réellement adaptée pour atténuer l'impact du dollar fort et protéger l'économie du pays ? «Cette augmentation a été décidée trop rapidement par le comité de politique monétaire. Ce n'était pas le moment idéal pour une telle mesure, surtout au regard de la politique protectionniste sélective mise en place par Donald Trump, qui vise les pays affichant un excédent commercial important avec les États-Unis, comme le Canada et la Chine. L'ampleur, le calendrier et la séquence de ces mesures sont essentiels pour comprendre leur impact, leur stratégie ciblant probablement des secteurs et des produits spécifiques plutôt que des mesures générales», explique Ganessen Chinnapen.

Les conséquences globales des droits de douane restent difficiles à évaluer, d'autant plus que Trump adopte une approche transactionnelle avec de nombreux pays. Une révision du taux directeur lors de la réunion du comité de politique monétaire prévue en mai 2025 aurait été plus appropriée, estime Ganessen Chinnapen, surtout si les mesures protectionnistes américaines commençaient à affecter le commerce mauricien. À l'inverse, une baisse de 50 points de base, ramenant le taux directeur à 3,5 % au début de l'année, aurait pu restaurer la confiance des investisseurs et des entreprises. Un tel ajustement aurait également soulagé les ménages et les PME en réduisant le coût du service de la dette, favorisant ainsi un regain d'optimisme et un certain dynamisme économique. Donc, estime l'économiste, le comité aurait donc pu faire preuve de plus de patience et attendre le deuxième trimestre pour évaluer l'impact des évolutions du commerce mondial avant d'agir.

Pour sa part, Paul Baker fait remarquer que la hausse des taux d'intérêt est une arme à double tranchant. «D'un côté, elle freine la consommation et alourdit les charges des ménages et des petites entreprises, qui ne bénéficient pas d'un accès aux marchés internationaux. Cela contribue à limiter l'inflation. En parallèle, un taux plus élevé rend Maurice plus attractif pour les investisseurs. Toutefois, un tel resserrement ralentit l'économie, alors même qu'elle est déjà menacée par un ralentissement», souligne-t-il.

Paul Baker rappelle également que cette hausse va renchérir le coût du capital pour les entreprises et les ménages dans une période marquée par une faible capacité d'achat. Selon lui, une solution plus efficace pour contenir l'inflation aurait été de supprimer le paiement du 14^e mois de salaire, un héritage du gouvernement précédent qui avait rencontré une forte opposition du secteur privé. Pour absorber ce coût supplémentaire, les entreprises ont soit procédé à des licenciements, soit répercuté la hausse sur les prix.



L'IMPACT DU DOLLAR FORT

La victoire de Donald Trump s'accompagne d'un renforcement du dollar. Mais quelles en sont les répercussions pour Maurice, en particulier dans un contexte de guerre commerciale ? Paul Baker souligne que l'appréciation du billet vert renchérit les importations libellées en roupies tout en rendant les exportations plus compétitives, celles-ci étant évaluées en dollars. Les entreprises locales qui concurrencent les importations peuvent y voir un avantage, tandis que celles qui dépendent de fournitures venues de l'étranger risquent d'être pénalisées par la hausse des coûts. Selon lui, l'impact sur l'inflation sera notable, du fait de l'augmentation des prix à l'importation. En conséquence, le pouvoir d'achat des Mauriciens se trouvera affaibli.

Quant à Ganessen Chinnapen, il fait remarquer que le dollar a poursuivi son ascension en 2024, progressant de 7 % malgré deux baisses successives des taux par la Réserve fédérale. Il note que la monnaie américaine a affiché une vigueur renouvelée face aux principales devises étrangères.

«La victoire des Républicains aux élections de novembre a encore alimenté cette tendance haussière, qui pourrait se prolonger au moins durant les deux premiers trimestres de 2025. Cette

dynamique s'inscrit dans la politique de Trump visant à privilégier les intérêts économiques américains. Historiquement, le dollar oscille entre phases de renforcement et de repli, ce qui laisse présager un ralentissement à terme, bien que le moment exact reste incertain. À plus long terme, le déficit commercial persistant des États-Unis, évalué à 4,2 % du PIB en septembre 2024, constitue un facteur de fragilité qui pourrait finir par peser sur la devise», argumente-t-il.

Pour Maurice, les effets se font déjà sentir. Le 4 janvier dernier, le dollar a atteint un niveau record de Rs 47,50. Cette montée affecte directement le coût des importations et alourdit les charges des entreprises locales, ce qui nuit à leur compétitivité. Par ricochet, la capacité d'exportation du pays en pâtit. En tant que petit État insulaire, Maurice souffre de faiblesses structurelles qui exigent des ajustements rapides. Sa forte dépendance aux produits importés expose son économie à une inflation importée, avec un impact direct sur la roupie. Par ailleurs, la baisse de la productivité nationale suscite des inquiétudes quant à l'attractivité du pays pour les investisseurs.

Sameer Sharma apporte une autre perspective en mettant en cause la pertinence du taux de change officiel comme véritable reflet de l'offre et de

la demande. Il étaye son argumentaire : «Ce taux ne reflète pas en temps réel les transactions de grande envergure effectuées par les opérateurs du marché. La roupie est déjà plus faible qu'elle ne paraît. Tant que Trump ne conclura pas un accord de change majeur avec l'Europe et la Chine, le dollar continuera de se renforcer. Le maintien des taux par la Réserve

fédérale constitue un autre élément favorable à cette tendance. Pour inverser la pression sur la roupie, Maurice devrait s'engager dans des réformes structurelles ambitieuses, attirant davantage d'investissements étrangers hors du secteur des villas et améliorant sa productivité, tout en adoptant une politique budgétaire plus rigoureuse».



BRICS : LES DIFFICULTÉS DE LA MISE EN PLACE D'UNE MONNAIE UNIQUE

Il est encore prématuré d'envisager une intégration et une harmonisation monétaires au sein des BRICS en s'inspirant du modèle de la zone euro, estime Ganessen Chinnapen. Pour l'économiste, les cinq pays composant ce bloc présentent des fondamentaux économiques distincts, ce qui complique la mise en place d'une monnaie unique. De plus, en raison des différences culturelles marquées et de l'attachement à leur souveraineté, ces nations privilégieront des accords d'échanges préférentiels plutôt qu'une intégration monétaire complète.

La diversification des devises est toutefois déjà en marche. En Asie, la Reserve Bank of India et la banque Exim de Chine ont amorcé des prêts transfrontaliers libellés dans leur propre monnaie. «Cette évolution marque une transition progressive d'un système entièrement dollarisé vers une diversification souveraine des devises. Les récentes décisions de l'administration Trump contribuent à fragmenter davantage le commerce mondial. La réorganisation potentielle des flux économiques et financiers en blocs distincts et non interconnectés pourrait inciter certains pays à se tourner vers d'autres monnaies internationales et de réserve. Cette tendance est confirmée par les dernières données du Fonds monétaire international (FMI) sur la composition monétaire des réserves officielles de change (COFER), qui révèlent une diminution continue de la part du dollar dans les réserves détenues par les banques centrales et les gouvernements», indique Ganessen Chinnapen.